

# Avant-gardes : un dépassement annoncé qui devra attendre

Assurément le dépassement des avant-gardes ne se réalisera pas à court terme. Mais il est tout aussi vrai que, de nos jours et sous nos latitudes, on ne peut pas construire un parti politique, qui veut dépasser le capitalisme et avancer en direction d'une société (éco)socialiste, sur le modèle d'une avant-garde unique et monolithique.

Les situations objectives sont en mutation constante d'une époque à l'autre et d'une région du globe à l'autre. En conséquence, les partis (éco)socialistes et (éco)communistes ne peuvent pas se construire selon un modèle unique valable pour tous les temps.

## Karl Marx et Friedrich Engels : une approche pragmatique

En leur temps, Karl Marx et Friedrich Engels faisaient preuve d'une approche pragmatique envers la question du modèle de parti.

*« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que*

*sur deux points :*

*1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*

*1. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.*

*Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »*

La conception du parti révolutionnaire développée dans le « Manifeste du parti communiste »[1] par Karl Marx et son ami Friedrich Engels en 1848 est inspirante – même de nos jours ! Évidemment un long chemin a été parcouru si on compare la situation du prolétariat à époque de Marx et d'Engels avec celle de la classe des salarié.e.s moderne. Cependant, la dialectique entre nécessité d'organisation et spontanéité du mouvement transformateur prenant racine dans l'auto-organisation des salarié.e.s et de toutes les couches

opprimées de la société est d'une grande actualité.

## **Rôle irremplaçable des partis de gauche**

Si aujourd'hui, pour des raisons objectives, il n'existe pas une avant-garde unique, mais plutôt des avant-gardes multiples et diverses, leur rôle ne se trouve pas diminué pour autant. De même, et à plus d'un titre, la présence et l'action des partis (éco)socialistes et (éco)communistes au sein de la société bourgeoise sont toujours impérieusement nécessaires.

La présence utile et indispensable de la gauche radicale dans les institutions démocratiques bourgeoises implique toujours une intégration, plus ou moins grande, dans l'appareil d'État capitaliste, qui en fait est une « condensation matérielle d'un rapport de force entre les classes et les fractions de classe », selon la célèbre définition donnée par Nicos Poulantzas (1936-1979), un des plus grands théoriciens marxistes de l'État depuis Antonio Gramsci, dans son livre « L'État, le pouvoir et le socialisme »[2]. Une telle présence ne peut se réaliser qu'à travers la forme de parti politique, quand bien même un statut de « mouvement » serait revendiqué pour des raisons idéologiques.

Il incombe aux partis de gauche d'organiser l'intervention collective de leurs membres sur les lieux de résidence et de travail. Une autre tâche essentielle, qui revient à de tels partis, est de fournir à leurs militant.e.s les outils théoriques indispensables pour analyser les mécanismes de domination capitaliste et déconstruire l'idéologie de la classe bourgeoise.

Un travail de formation approfondi en direction de tous les membres du parti, sur base d'un marxisme innovateur et intégratif, a une double fonction. D'une part, il rend possible un modèle d'organisation démocratique assurant que les processus décisionnels partent de la base du parti et, par là même, constituant un rempart contre les dérives bureaucratiques et parlementaristes. D'autre part, par la transmission de connaissances avancées, il rend capables les militant.e.s de s'opposer collectivement à la mainmise idéologique et culturelle de la bourgeoisie sur la société.

Les partis d'avant-garde et de masse organisés démocratiquement sont indispensables pour mener, au sein des sociétés bourgeoises, des luttes tant sociales que culturelles et idéologiques, qui soient à la hauteur des défis auxquels l'humanité est confrontée actuellement. Les classes et couches subalternes ne développent pas spontanément une conscience de classe. La contribution théorique et pratique de partis (éco)socialistes et (éco)communistes est nécessaire !

## **Exemples historiques**

Sans l'existence d'une contre-hégémonie au moins partielle dans les sociétés bourgeoises, même les intérêts matériels immédiats des majorités sociales ne peuvent pas s'imposer. Ainsi, la longue absence de partis de gauche sur la scène politique des États-Unis explique le sous-développement de l'État social ainsi que des services publics essentiels aux citoyen.ne.s ordinaires.

Au siècle passé, les plus grandes avancées sociales et démocratiques se sont réalisées dans les pays où le mouvement ouvrier a su se doter de puissants partis d'avant-garde et de masse. En Autriche, le Parti ouvrier social-démocrate, après la Première Guerre mondiale, a réussi à organiser de façon exemplaire la classe ouvrière en se basant sur une théorie révolutionnaire originale, l'austromarxisme. Des acquis de cette époque perdurent jusqu'à nos jours, notamment l'important parc de logements sociaux à Vienne, qui, par les temps qui courent, doit plus que jamais servir d'exemple à suivre !

En Italie, après la Seconde Guerre mondiale, le *Parti communiste italien*, en s'inspirant de l'œuvre théorique d'Antonio Gramsci, a su donner un énorme coup de pouce à l'émancipation sociale et culturelle des classes et couches subalternes, en menant une politique révolutionnaire respectueuse des institutions démocratiques issues de la résistance antifasciste et des acquis de révolutions bourgeoises antérieures, comme l'État de droit et la séparation des pouvoirs.

## **Des avant-gardes à géométrie variable**

Cependant, un autre constat s'impose dans les pays capitalistes hautement développés : même les partis (éco)socialistes et (éco)communistes les mieux organisés et implantés ne peuvent assumer à eux seuls la fonction d'avant-garde dans toutes les luttes sociales et culturelles. La raison en est que les sociétés civiles de ces pays sont de plus en plus complexes et fragmentées. Des discriminations et des oppressions diverses s'y superposent les unes sur les autres.

Luttes syndicales, luttes pour la justice climatique et écologique, luttes pour la paix, luttes féministes, luttes antiracistes, luttes LGBTQ, luttes antiimpérialistes et altermondialistes nécessitent des avant-gardes propres, souvent sous forme de puissants mouvements sociaux. Par essence, un mouvement social peut réagir de façon plus spontanée, mobilisatrice et unitaire à une problématique particulière.

Les partis de gauche, qui sont moins flexibles, de par leur nature même, doivent relever les défis lancés par les mouvements sociaux dans un esprit rassembleur et respectueux de l'autonomie de ces derniers.

La construction d'un monde post-capitaliste sera une œuvre collective nourrie par l'apport propre de chaque acteur du changement !

**Jean-Laurent Redondo 05/07/2020**

[ 1 ]

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>

[2] N. Poulantzas, L'État, le pouvoir et le socialisme, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013

---

# 5G Brave New World?

Das Allgemeinwohl – auf lateinisch *salus publica*, in Englisch *common good*, in Französisch *bien public*, “das Wohlergehen aller”, gemäß Duden – wird verstanden als “Gegenbegriff zu bloßen Einzel- oder Gruppeninteressen innerhalb einer Gemeinschaft”. Oberstes Gebot für Regierende und Politiker, denkt man.

## „Wettbewerbsfähig“

Mir wurde berichtet, am 25. April dieses Jahres, globaler Protest-Tag gegen 5G, habe ein Flyer verteilender, beunruhigter Bürger Xavier Bettel, welcher rein per Zufall vorbeikam, kritisch auf 5G angesprochen. Unser Premier habe darauf geantwortet, seine Schwester sei zwar auch dagegen, 5G sei jedoch „wegen der Wirtschaft“ unumgänglich. Laut EU-Kommission ist 5G gar „Schlüsselfaktor der Wettbewerbsfähigkeit“, sie verheiße ein Marktvolumen von 225 Milliarden Euro bereits 2025. Dass der globalisierte Finanzkapitalismus einer ganz eigenen Dynamik folgt, welche oft nicht mit den Interessen der Gemeinschaft übereinstimmt und inzwischen gar das Überleben dieses Planeten bedroht, wird weltweit immer mehr Menschen klar. Genauso wie die Tatsache, dass in diesem Wirtschaftssystem schier obszöne Geldmengen und -blasen in den Händen von Multikonzernen und wenigen Superreichen liegen, die gierig nach neuen Investitionsmärkten schießen. Und die 5G Technologie verspricht neue Märkte und riesige Profite.

Aber wie steht es mit dem Allgemeinwohl? In einer demokratischen Gesellschaftsordnung würde man sich die Frage stellen: was brauchen wir, was wollen wir um gesund und glücklich zu sein? Womöglich sogar: Was braucht die Menschheit, was braucht das Leben um im Gleichgewicht zu sein, fähig das eigene Potential zu entfalten? Was wollen wir? Als Minimum erwarten sich die Bürger, dass, bevor in eine Technologie dieses Ausmaßes investiert wird (geschätzte 500 Milliarden € allein in der EU), Vorteile und Risiken – u.a. für Gesundheit und Umwelt – öffentlich und unabhängig untersucht und diskutiert werden. Bisher gibt es jedoch fast gar keine Langzeit-Impakt-Studien, jedenfalls keine von unabhängigen Wissenschaftlern. Der Wissenschaftliche Dienst des Europäischen Parlaments mit seinem Dokument „[Effects of 5G wireless communication on human health](#)“ weist seinerseits auf das große Gefahrenpotential der “gepulsten elektromagnetischen Felder” der 5G hin und kommt gar zur eindeutigen Schlussfolgerung dass aufgrund des Forschungsstandes die 5G einstweilen nicht eingeführt werden darf.

## **Ernsthafte Risiken**

Dabei ist schon lange gewusst, dass Hochfrequenzstrahlung ernsthafte Risiken beinhaltet für Gesundheit. 2011 stufte die WHO elektromagnetische Felder als “möglicherweise krebserregend für Menschen” ein, andere Studien belegen das. *Kein Zweifel: 5G wird die Exposition gegenüber hochfrequenten elektromagnetischen Feldern, die bereits über die Strahlung von 2G, 3G, 4G, WLAN usw. vorhanden ist, erheblich erhöhen. Deshalb warnen zahlreiche Wissenschaftler und Ärzte vor den Folgen der 5G für die menschliche Gesundheit. Die Rede ist von Krebsrisiko, Schäden am DNA der Zellen und der männlichen Samen, am Nervensystem, am Immunsystem, von Stress, Migränen und Schlafstörungen. Und es gibt immer mehr Menschen die*

besonders sensibel reagieren auf Elektrosmog, sie würden in Zukunft nirgends mehr Schutz finden.

Denn der Ausbau des 5G-Netzes, welches die drahtlose Übertragung von bis zu tausendmal mehr Datenvolumen pro Sekunde ermöglichen soll als bisher, erfordert die Installation einer Unmenge neuer Antennen, nicht bloß in städtischen Gebieten: alle 50 bis 100 Meter auf unseren Straßen, auf Arbeitsplätzen, in Wohnungen usw. 20.000 bis 50.000 neue Satelliten sollen unsern Planeten umkreisen und mit Drohnen und Antennen interagieren.

*What is the purpose and whom does it serve?* Die Post, auch im Business, verspricht auf ihrer Homepage: „Das 5G-Netz wird unsere Gesellschaft in die Ära der Hyperkonnektivität führen ... und unseren Alltag dank der Vernetzung sämtlicher Objekte, Maschinen und Anlagen verbessern“. Doch was dürfen sich 99% der Weltbewohner tatsächlich von dieser neuen, zweifelsohne riskanten Technik erwarten? Die Rede ist von selbstfahrenden Autos, von Filmen die in Sekundenschnelle runtergeladen werden, von der Vernetzung der Dinge: Zahnbürsten sollen mit der Zahnpastatube kommunizieren, unsere Kühlschränke gar mit Amazons Lebensmittel Lieferdienst...

## **Big Brother**

Weitere ganz große Gefahren der 5G sind womöglich gesellschaftspolitischer und geostrategischer Natur: Seine Implementierung wird eine totale, hautnahe Überwachung der Bürger ermöglichen. In einer Welt die mehr und mehr von den finanziellen Interessen übermächtiger Konzerne und immer

weniger von demokratisch legitimierten Institutionen gesteuert wird, riskiert die schier enorme Quantität an Daten in private Hände zu gelangen und/oder den digitalen Überwachungsstaat vorzubereiten. Und in Erwartung dieser schönen, neuen 5G Welt ist das Kapital der Multis Amazon und SpaceX (ein privates US-amerikanisches Raumfahrt- und Telekommunikationsunternehmen) schon dabei zu fusionieren. Auch die 29 NATO-Mitglieder haben sich im Dezember 2019 auf ihrem Treffen in London zur 5G Technologie bekannt: das 5G-Netz soll preisgünstig dafür erhalten High-Tech Waffen, Raketen, Abfangraketen, Killerdrohnen, Spionagesatelliten usw. in Sekundenbruchteilen zu dirigieren und umzudirigieren.

Neue Studien bezeugen auch dass 5G den Stromverbrauch massiv steigern würde, also sicherlich keinen Ausweg aus der drohenden Klimakatastrophe bringt. Aus all diesen Ursachen fordert in Frankreich die *Convention Citoyenne pour le climat* ein Moratorium auf der 5G-Technologie, mehrere europäische Großstädte haben diesen Schritt inzwischen gemacht. Und es existieren zuverlässige Alternativen dazu, besitzt nicht gerade Luxemburg mit die höchste Glasfaser Dichte Europas? Schwer zu glauben, dass 5G die Menschheit in Richtung Lebensqualität, Klimaschutz, Demokratie und Frieden weiterbringen würde. Der Bürger hat ein Recht auf Antworten auf all diese Fragen. Denn kein Mensch, auch kein Kleinkind oder Fötus, wird vor den potentiell gefährlichen Folgen der 5G geschützt sein. Auch kein Tier und keine Pflanze. Und wie soll ohne unabhängige Impakt Studien das Vorsorgeprinzip garantiert werden? Alle kritischen Bürger als Verschwörungstheoretiker zu bezeichnen und so unangenehmen Fragen ausweichen wird nicht genügen!

„When I hear people talking of progress, I ask myself: Does this make us more human or less human?“ George Orwell

# Lutte des classes et guerre des idées

La lutte des classes a-t-elle disparu de nos jours ? Même si on ne cesse pas de le répéter dans beaucoup de médias, une vérification des faits sérieuse ne peut apporter qu'un démenti à une telle affirmation. Non seulement la lutte des classes ne disparaît pas, mais, tout au contraire, elle est en train de s'intensifier.

Ce qui devrait nous préoccuper, ce n'est pas le fait que la lutte des classes s'accroisse, mais qu'actuellement ce sont les riches qui raflent la mise. Un récent rapport de l'« Institute for Policy Studies » constate qu'entre le 18 mars et le 10 avril 2020, plus de 22 millions de personnes ont perdu leur emploi aux États-Unis, alors que le taux de chômage y atteignait 15%. Au cours de cette même période, la richesse des milliardaires américains a augmenté de 282 milliards de dollars, soit un gain de près de 10%[1].

**Afin de renverser cette tendance, « Que faire ? ».**

Une question que Lénine s'était déjà posé dans son célèbre ouvrage publié en 1902. Le traité politique était sous-titré

« Questions brûlantes de notre mouvement ». Lénine y analysait surtout les aspects organisationnels du combat révolutionnaire dans la Russie tsariste du début du siècle dernier.

Nous savons aujourd'hui que « Que faire ? » a fortement influencé le mouvement ouvrier russe et a contribué, sans aucun doute, à l'instauration et à la consolidation d'une expérience socialiste après la révolution victorieuse d'octobre 1917, même si des dérives ultérieures ont finalement abouti à une restauration capitaliste en Russie.

### **« Guerre de mouvement » et « guerre de position »**

Depuis l'époque de Lénine, les conditions objectives ont évidemment beaucoup changé. Dans les pays capitalistes modernes, la prise du Palais d'Hiver prendra nécessairement d'autres formes que dans la Russie du début du siècle passé. Les mobilisations sociales et syndicales ainsi que l'auto-organisation populaire sur les lieux de résidence et de travail, précédant et surtout accompagnant des victoires électorales, joueront un rôle essentiel pour avancer vers des changements révolutionnaires, ou, pour parler dans un langage plus moderne, vers une profonde transformation sociale et écologique de la société. Un rôle tout aussi important dans la lutte des classes incombera aux confrontations culturelles et idéologiques dans les pays capitalistes hautement développés.

Dans la période entre les deux guerres mondiales, Antonio Gramsci, le grand théoricien politique et membre fondateur du Parti communiste italien, a fait un constat qui est encore plus vrai aujourd'hui. Dans un pays ayant une société civile

développée, où s'imbriquent de façon complexe strates sociales, culturelles et idéologiques, une « guerre de mouvement » n'est pas possible sans « guerre de position ». Les forces socialistes et communistes ne peuvent avancer, tant au plan électoral qu'à celui de la transformation révolutionnaire de la société, qu'après avoir pris d'assaut et surtout sécurisé une multitude de « tranchées » idéologiques et culturelles.

### **Le langage : un important terrain de bataille**

Dans la « guerre de position », le langage constitue un terrain de bataille de première importance.

Prenons un exemple concret et en même temps emblématique. Tant dans les discours publics que dans les conversations privées, le terme « réforme » est souvent utilisé avec une connotation positive. Nous constatons cependant que la personne qui prononce ou entend ce mot peut lui donner des contenus concrets totalement opposés.

Le terme « réforme » est-il synonyme de démantèlement d'acquis sociaux, de privatisation des services publics, de flexibilisation du marché du travail ou bien, au contraire, d'avancées sur la voie d'une transformation sociale et écologique de la société ?

Il existe une multitude de mots qui peuvent être interprétés de façon tout aussi divergente. La gauche radicale doit impérativement investir ce terrain de bataille culturo-

idéologique et contester aux élites bourgeoises le monopole d'interprétation des mots et des expressions que nous utilisons dans la vie quotidienne.

## **Résister aux idées nationalistes et xénophobes**

Alors que la pandémie du coronavirus accentuera les phénomènes de crise propres au capitalisme financiarisé, notamment le chômage de masse et la paupérisation accrue de larges couches populaires, la gauche radicale devra livrer une autre bataille culturelle et idéologique de dimension épique.

L'adversaire est-il l'immigré ou le banquier ? De la réponse que donneront les couches populaires à cette question toute simple dépendront bien des évolutions politiques futures. Les droites populistes et extrêmes feront tout pour tirer profit des crises économiques et écologiques futures, qui risquent d'être accompagnées de grands flux de réfugiés. Elles populariseront leurs solutions simples, qui font appel aux plus bas instincts des couches populaires.

L'antidote de la gauche radicale au venin nationaliste et xénophobe devra consister en un grand travail de pédagogie populaire. La gauche radicale devra aider les classes et couches subalternes à prendre conscience des mécanismes d'exploitation capitalistes. Elle devra les convaincre que les solutions à apporter aux problèmes engendrés par le capitalisme devront être internationalistes et humanistes et s'inscrire dans une perspective de transformation sociale et écologique de la société.

Les forces socialistes et communistes n'ont pas le droit de tergiverser. Elles doivent se donner les moyens politiques et organisationnels pour pouvoir mener la guerre des idées avec le maximum d'efficacité et contribuer à l'émergence d'une contre-hégémonie au sein de la société bourgeoise. Ce combat de longue haleine doit être mené avec intelligence et conviction et aboutir à une situation où des associations d'idées, normes et valeurs progressistes et humanistes influencent de plus en plus le « sens commun » du peuple.

C'est une précondition pour des avancées en direction d'une société écosocialiste ! Cela est d'autant plus vrai qu'un projet de transformation de cette ampleur exigera, pour être durable, un approfondissement de la démocratie et devra recueillir l'adhésion, au moins passive, d'une large majorité du peuple !

**Jean-Laurent Redondo** 14/06/2020

[1] <https://ips-dc.org/billionaire-bonanza-2020/>

---

## **#BleiftDoheim... restart (2)**

Es stellt sich im Übrigen und ganz allgemein die Frage, was wir uns in Zukunft noch leisten können oder wollen. Die Corona Krise hat eindrucksvoll gezeigt, dass unsere strategische Reserve, zurückhaltend ausgedrückt, den Anforderungen nicht standhielt. Wir sprechen nicht von der strategischen Treibstoffreserve. Die Rede ist von der Notfallreserve an

medizinischem Material und Schutzausrüstungen.

Frankreich hat seine Notfallreserve bereits 2013 aufgelöst. Die Europäische Union hat Ende März 2020 eine gemeinsame Notfallreserve eingerichtet. Frage: reichen 50 Millionen Euro um eine solche Notfallreserve für alle 27 Länder der EU mit dem Notwendigsten zu versorgen? Darf man sich darauf verlassen oder sollten die einzelnen Länder nicht doch einer nationalen Notfallreserve eine gewisse Priorität einräumen?

Es stellt sich im gleichen Zusammenhang die Frage, ob es zielführend ist, wenn die meisten Medikamente heute in Indien oder China hergestellt werden? Um mehr Transparenz und Wirkstoffsicherheit zu erreichen wird es notwendig sein den gesamten Herstellungsprozess zurück nach Europa zu holen. Die Pharmaindustrie muss an die Kandare genommen werden. Und zwar schnell.

Die fieberhafte Suche nach einem Corona Impfstoff hat viele Akteure auf den Plan gerufen. Es ist zu befürchten, dass jene die den Wettlauf gewinnen, astronomische Gewinne einfahren werden. Ein Grund mehr die staatliche Kontrolle zu verstärken und dafür zu sorgen, dass nicht nur die geimpft werden, die sich den Impfstoff leisten können. Gesundheitsvorsorge gehört zu 100% in öffentliche Hand.

**Systemfrage**

Der wirtschaftliche Post-Corona Restart wird,, so wie es im Moment aussieht, wohl nicht dazu führen dass an den Fundamenten der kapitalistischen Produktionsweise gerüttelt wird. Aber genau das ist es was wir brauchen. Die Infragestellung eines Systems das nach zwei Monaten Lockdown am Boden liegt, und nur mit massiver staatlicher Unterstützung am Leben gehalten werden kann. Bisläng gibt es keine verbindlichen Verpflichtungen für die Betriebe, die im großen Stil und ohne Scheu auf massive Staatshilfen zurückgreifen.

Frage: Ist es denn nicht legitim, dass derjenige der in großem Umfang Geld zur Verfügung stellt, auch bestimmen darf wie und wozu genau dieses Geld verwendet werden soll? Illegitim und in höchstem Maße verwerflich ist es, wenn Betriebe auf der einen Seite massiv Staatshilfen in Anspruch nehmen und auf der anderen Seite dicke Boni an ihre Besten und fette Dividenden an die Shareholder ausbezahlen. Wobei es auch noch jene gibt, die ihre Gewinne in Offshore-Steuerparadiesen verstecken.

Verwerflich ist auch die Tatsache, dass der Staat mit maßgeschneiderten Gesetzen in Sachen „Fonds d'investissements spécialisés“ die Wohnraumkrise nicht entschärft, sondern im Gegenteil sogar verstärkt. Wohnraum darf kein Spekulationsobjekt sein, sondern ist ein Grundrecht. Hier muss dringend angesetzt werden. Denn während dieser Krise wurde deutlich, dass die Wohnungsnot gerade die Schwächsten am härtesten trifft. Restart beim Wohnungsbau tut Not. Das Feld darf aber nicht den Haifischen der Branche überlassen werden.

Staat und Gemeinden müssen verstärkt als Bauherren aktiv werden. Es wurde oft genug gesagt und geschrieben, dass das

Investitionsvolumen, welches der staatliche Rentenreservefonds in diesem Bereich zur Verfügung stellt, bei Weitem nicht ausreicht. In diesem Zusammenhang sollte vielleicht erwähnt werden, dass auch der Staat als solcher hier eine große Verantwortung hat.

180 Millionen Euro für ein Militärsatelliten und nochmals 420 Millionen Euro für ein Tankfliegerprogramm, zusätzlich zu den bereits zugesagten 342 Millionen Euro für die beiden Projekte, das grenzt an ganz große Verarschung.

Zum Vergleich: das „Südspidol“ das wohl erst 2026 fertig sein wird, kostet den Staat 434 Millionen Euro. Die Mehrkosten für die beiden unsinnigen Militärprojekte übersteigen also bei Weitem die staatlich garantierten 80% der Baukosten für das neue „Südspidol“. Wie wollen die zuständigen Instanzen diesen Umstand erklären?

## **Restart**

Nach dem brutalen Abwürgen der Wirtschaft durch den Lockdown, soll nun der keuchende Wirtschaftsmotor wieder hochgefahren werden. Dazu nimmt der Staat sehr viel Geld in die Hand. Er bürgt für Bankkredite, finanziert die Teilarbeitslosigkeit und kündigt an innerhalb eines Jahres die Folgen des Lockdowns überwunden haben zu wollen. Es sieht also so aus, als sei nicht vorgesehen irgendetwas aus dieser Krise zu lernen.

Oder einen sozial gerechten und nachhaltigen Restart hinzulegen. Die Jagd nach Wachstum, nach einem zu erwartenden Minus von bis zu 12% für das laufende Jahr, hat begonnen. Lokale und regionale Produktion zum Schutz der Umwelt ist schon wieder in Vergessenheit geraten. Es soll also weiter auf Produktionsketten gesetzt werden, die zwar nicht nachhaltig, dafür aber billig sind. Weil sowohl die Produktion wie der Transport der Waren rund um den Globus in einem brutalen ausbeuterischen System stattfinden das menschenverachtend ist. Wir brauchen nicht mehr, sondern weniger Globalisierung.

Wir brauchen in Krisenzeiten mehr und nicht weniger Solidarität. Die finanziellen Folgen dieser Krise dürfen nicht auf dem Buckel der Lohnabhängigen, die während der letzten Wochen und Monaten als Heldinnen und Helden der Krise gefeiert wurden, gelöst werden. Die Tatsache, dass die Heldinnen und Helden der Krise damit „belohnt“ wurden, dass sie jetzt 12 Stunden pro Tag und 60 Stunden pro Woche arbeiten dürfen, ist auch nur bedingt vermittelbar. Die Zeit für eine substantielle Arbeitszeitverkürzung ohne Lohnausfall, verbunden mit Neueinstellungen und ohne Erhöhung des Arbeitsdrucks ist reif.

**Jean-Claude Thümmel 23/05/2020**

---

# To be or not to be – L'Europe à la croisée des chemins (3)

## Un budget européen dérisoire

Suite à la crise de 2008, le budget de l'Union, déjà marginal en raison d'un cadre financier de l'ordre d'1 % du PIB européen et de 2 % de l'ensemble des budgets des États membres, avait encore été réduit de 35 milliards sur la période 2014-2020. Il est évident qu'un tel niveau de fonds ne permet ni de mener une politique européenne d'envergure, ni une politique de soutien des régions défavorisées qui mérite ce nom.

Quant à la crise actuelle, le cycle budgétaire 2014-2020 se termine cette année et très peu de fonds sont disponibles rapidement pour soutenir les pays plus fortement touchés par la crise sanitaire. Le budget européen ne peut être utilisé pour combattre la situation qu'à partir de l'année prochaine. Or le sommet européen des 20/21 février dernier s'est terminé sans accord sur le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027, ce qui a amené les députés européens à dénoncer ce manque de responsabilité : « *Nous ne pouvons pas nous permettre une approche budgétaire étroite avec une absence totale de vision politique* » .

# La fin de l'Union européenne actuelle en perspective

L'analyse précédente des moyens actuels d'intervention européenne pour faire face à la grave crise économique qui s'annonce ne permet guère d'être optimiste, ni pour mettre en œuvre des solutions solidaires, ni pour sortir du cadre néolibéral de la politique de l'Union.

À part l'action de la Banque Européenne d'Investissement, toutes les mesures prévues contribueront à un endettement supplémentaire des pays déjà fortement affaiblis. Or ceux-ci répugnent une mise sous tutelle résultant des conditions qui y sont attachées.

Les discussions autour du prochain cadre financier pluriannuel, qui ont eu lieu avant la crise du Coronavirus, avaient déjà témoigné d'une vision politique clairement national(iste) des dirigeants européens des pays du Nord. Et il paraît que même face à la détresse de certains États particulièrement touchés par la crise sanitaire et en prévision de ce qui les attend par après, les responsables politiques allemands, néerlandais, autrichiens et finlandais ne veulent toujours pas entendre parler de solidarité économique.

On peut prévoir que sauf revirement de dernière minute, l'Union européenne perdra le reste de sa crédibilité, qu'elle se disloquera et que les forces xénophobes gagneront dangereusement du terrain.

# Deux voies parallèles pour maintenir l'Union

L'Europe est à la croisée des chemins. Tous les pays de l'Union devront mobiliser des sommes très importantes pour surmonter la crise. Or un certain nombre d'États membres ne disposent pas des moyens financiers pour faire face et ils refusent de contracter des dettes supplémentaires octroyées sous conditions. Ces États ont besoin d'aides non remboursables. Quant à leurs dettes en cours, la BCE devra continuer à les monétiser pour les décharger.

Lancer rapidement un emprunt collectif via les marchés financiers et distribuer ces fonds suivant les besoins les plus urgents est une première voie à suivre. Elle exige de la part des dirigeants politiques européens le courage de dépasser leur egoisme nationaliste.

Une deuxième voie, complémentaire à la première, consiste à augmenter les ressources budgétaires tant des États membres que de l'Union européenne, en imposant plus fortement les grandes entreprises multinationales (dont certaines profitent amplement de la crise actuelle) et les grandes fortunes. Ces ressources supplémentaires serviront à secourir les PME, particulièrement touchées, à développer les services publics, à réduire les inégalités, à mener une politique de développement des régions faibles de l'Union et à réussir la transition écologique. Cette imposition plus importante des multinationales et des riches demandera sans doute aussi de

combattre énergiquement l'évasion et la fraude fiscale.

## **Plus rien ne sera comme avant**

Tout cela va en direction d'une réécriture des traités européens et bien au-delà. Il s'agit de tourner la page du néolibéralisme en réaffirmant le rôle économique, social et financier des pouvoirs publics, en remettant à une place subalterne les marchés financiers, en garantissant un système fiscal équitable permettant de financer des services publics performants, en réorganisant les flux de biens et services au niveau mondial et en assurant un développement économique équilibré aux pays du Sud. Cette réorientation fondamentale ne surviendra évidemment pas tout seul. Elle nécessite un rapport de force progressiste au sein de nos sociétés, qui impose des transformations de grande ampleur. Mais l'amplification des crises depuis le début du siècle, avec en paroxysme la crise actuelle, qui illustre en raccourci la grande crise écologique qui nous attend, pousse au changement. Elle fait prendre conscience brusquement chez un très grand nombre de personnes que le système économique actuel conduit au désastre et qu'il faut en sortir. Contrairement à ce qui s'est passé après la crise financière de 2008, le "retour à la normale" ne sera plus possible.

**Guy Foetz 05/04/2020**

---

# Militärausgaben in Zeiten von Corona

2017 betrug die Militärausgaben Luxemburgs 0,4 % des Bruttosozialproduktes, heute sind es rund 0,6 % und angestrebt werden bis 2024 0,72 %. "Wir liegen gut im Soll", loben sich die Verantwortlichen der luxemburgischen Armee. Vor kurzem hat Verteidigungsminister François Bausch die Erhöhung eines Posten um mehr als 100% beantragt, um ein für einen Satelliten konzipiertes Beobachtungssystem anzuschaffen. 190 Millionen zusätzlich zu den beantragten 170 Millionen wünscht sich Verteidigungsminister François Bausch. NAOS-« National Advanced Optical System »-heißt die "Maschine", bestückt mit dem Programm « Luxembourg Earth Observation System » (« LUXEOSys »), das die nächsten 14 Jahre gestochen scharfe Bilder aufnehmen soll und als Beitrag Luxemburgs den NATO Partnern zukommen soll.

Wie eine verwaltungstechnische Katastrophe lesen sich die Erklärungen der Regierung: strategisch notwendige Standortverlegung von Diekirch ins belgische Redu, Auslagerung des Betriebes des Satelliten, weil die eigene Truppe nicht ausgebildet ist, und Eingestehen finanzieller Fehlkalkulationen 2 Jahre nach der Zustimmung des Parlamentes 2018. Man erdreistete sich sogar vor zwei Jahren, dem Parlament ein Gesetzesprojekt vorzulegen, das noch nicht einmal mit den Geschäftspartnern ausgehandelt war. Keine Ausgabe scheint der Regierung von Xavier Bettel zu absurd, um die vom U.S.-Präsidenten Donald Trump geforderten 2% des BIP für Verteidigungszwecken nachzukommen.

# Coronavirus et état d'exception

Le gouvernement luxembourgeois a affronté la crise provoquée par la pandémie du Covid-19 en recourant à une forme particulière d'état d'exception. L'état de crise a été décrété en vertu de l'article 32.4 de la Constitution pour une durée maximale de trois mois. Ainsi, il était possible de prendre des mesures rapides via des règlements grand-ducaux et de déroger à des lois existantes.

Certaines libertés fondamentales ont été suspendues provisoirement. Des restrictions ont été apportées à la liberté de circulation, à la liberté de rassemblement ou encore à certaines libertés économiques.

Beaucoup de mesures prises par le gouvernement pour répondre à l'urgence sanitaire ont été efficaces et le nombre de malades du Covid-19 est resté gérable. Prendre argument sur ce fait pour remettre en cause les mesures prises serait malhonnête !

[D'aucuns ont critiqué le choix de déi Lénk](#) de voter à la

Chambre des Députés pour la prolongation de l'état de crise [1]. Même si un accompagnement critique de déi Lénk par des intellectuel.le.s progressistes peut s'avérer bénéfique, il appartient cependant au parti de décider de manière collective et au cas par cas sur les suites à réserver aux différentes critiques formulées !

Une formation politique comme déi Lénk ne peut pas définir sa politique à partir de susceptibilités personnelles, aussi légitimes puissent-elles paraître d'un point de vue subjectif. Tout au contraire, un authentique parti de gauche doit toujours se laisser guider par l'intérêt général des classes et couches subalternes de la société. Que le coronavirus constitue une menace surtout pour ces dernières, nous le constatons en jetant un regard sur l'évolution de la pandémie au niveau planétaire.

## **Un virus néolibéral et de classe**

Le coronavirus a un caractère néolibéral et de classe. Qui plus est, ce virus est raciste.

Il existe indubitablement une corrélation entre des pandémies comme celle du coronavirus et la mondialisation néolibérale. La destruction des milieux naturels par l'extractivisme forcené et la déforestation massive engendre une promiscuité de plus en plus grande entre la faune sauvage et les humains, qui est propice à la transmission de virus des animaux à l'homme.

Si les riches et les nantis à travers le monde peuvent se payer une médecine de première classe et sont relativement à l'abri des conséquences les plus graves de la pandémie, il en va tout autrement pour les classes et couches sociales moins privilégiées.

Pour ces dernières les chances de traverser la pandémie sans conséquences majeures ont été diminuées par la mondialisation néolibérale, les traités de libre-échange multipliés et des services publics de santé laissés en ruines après des décennies de politiques austéritaires imposées à maints pays, y compris des pays se situant au cœur du monde capitaliste développé.

Le caractère discriminatoire de la pandémie se révèle également dans le nombre de victimes disproportionnellement élevées au sein des populations non blanches, par exemple aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Face à ces réalités concrètes, il était du devoir d'un parti de gauche de soutenir toutes les mesures permettant aux couches les plus fragilisées de la population de traverser la crise avec le moins de dommages possibles. Toute autre attitude aurait été impardonnable, n'en déplaise à certains intellectuel.le.s qui ne prennent en considération que des principes démocratiques abstraits détachés de tout contexte sociétal !

**De la démocratie illibérale à la**

# dictature ouverte

Le fait que des gouvernements ont effectivement abusé de la crise engendrée par la pandémie du Covid-19 pour restreindre les libertés publiques et s'attaquer à des acquis sociaux ne peut certainement pas être imputé à déi Lénk, qui mène, au Parlement et dans la rue, un combat permanent pour s'opposer à de telles tendances. Objectivement, il faut cependant constater qu'au Luxembourg de tels abus sont restés marginaux, même si on doit dénoncer de la manière la plus ferme la démarche du gouvernement luxembourgeois consistant à faire ratifier par la Chambre des Députés le traité de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le Canada, le CETA, à un moment où l'opinion publique ne pouvait pas s'exprimer normalement.

Dans d'autres pays de l'Union européenne, des évolutions autrement plus graves ont eu lieu. Notamment en Hongrie, où le Premier ministre hongrois Viktor Orbán peut désormais légiférer par ordonnances dans le cadre d'un état d'urgence prolongeable indéfiniment sans que le Parlement ait son mot à dire. En outre, la Hongrie s'est dotée de nouvelles dispositions législatives concernant la presse, qu'on ne peut qualifier que de liberticides.

À l'Est de l'Union européenne, la Hongrie n'est pas un cas unique. Dans d'autres pays le passage progressif d'une démocratie illibérale vers une dictature ouverte a été accéléré sous prétexte de lutte contre le coronavirus.

# L'état d'exception comme forme de gouvernance

Cela nous rappelle que dans une société de classes, l'état d'exception est une forme de gouvernance somme toute pas si exceptionnelle. Depuis que le capitalisme s'est imposé à grande échelle, les élites bourgeoises ont imposé leur domination sur la société par le biais d'une multitude de formes de gouvernance allant de la démocratie libérale au fascisme totalitaire. En temps normaux, la classe bourgeoise exerce sa domination par l'hégémonie, c'est-à-dire par l'imposition de ses idées, valeurs et normes à la société entière. Toutefois, si l'hégémonie ne fonctionne plus, elle a recours à un plan B, à savoir la coercition. Les formes de gouvernance qui en résultent peuvent être diverses, mais elles ont comme constante la restriction des libertés publiques.

Le mouvement de l'Histoire étant dialectique, des situations peuvent exister où d'indéniables progrès civilisationnels résultent de restrictions apportées aux libertés publiques. Le 1er janvier 1863, le président Abraham Lincoln avait proclamé l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Cependant ce n'est qu'au prix d'une guerre fratricide contre les États confédérés du Sud et d'une dictature militaire très dure y imposée à l'issue de la guerre de Sécession américaine en 1865 que l'abolition de l'esclavage a pu être étendue sur l'ensemble du territoire des États-Unis. Qui plus est, avec le rétablissement progressif de la démocratie formelle dans les États du Sud, les discriminations multiples imposées aux Afro-Américain.e.s ont repris de plus belle et [perdurent jusqu'à nos jours](#).

Toutes proportions gardées, même le Luxembourg connaît actuellement une situation où une bonne moitié de la

population en possession de tous les droits politiques refuse les mêmes droits à l'autre moitié par le biais de moyens démocratiques. Rappelons-nous le résultat du référendum constitutionnel du 7 juin 2015 !

Ces exemples viennent nous rappeler que des principes démocratiques abstraits ne peuvent pas exister en dehors de leur contexte historique et sociétal ! Ce qui ne contredit en rien la constatation que dans un pays capitaliste hautement développé, comme le Luxembourg en est un, les luttes pour une profonde transformation sociale et écologique de la société devront aller de pair avec une extension des libertés publiques et de la démocratie, appelée à devenir de plus en plus participative.

Espérons que beaucoup de femmes et d'hommes progressistes, au-delà de divergences ponctuelles, se rencontreront dans les combats émancipateurs à venir !

**Jean-Laurent Redondo** 23/05/2020

---

# **Le grand retour de l'État et**

# de l'intérêt général

Les temps sont loin où Madame Margaret Thatcher a pu dire : [„There is no such thing as society“](#) (la société n'existe pas). Un minuscule virus nous rappelle une évidence. Les hommes et les femmes ne peuvent exister et s'épanouir sur cette planète qu'en s'intégrant solidairement dans une communauté. Ce rappel peut être bénéfique, alors que les défis du changement climatique exigeront de l'humanité des efforts collectifs beaucoup plus grands que ceux qui nous sont demandés aujourd'hui.

## **L'intérêt général doit primer l'intérêt particulier**

Dans un état de crise tel que nous le vivons actuellement les réalités rattrapent vite les constructions culturelles et idéologiques du néolibéralisme. Ainsi, depuis plusieurs semaines nos dirigeants politiques nous rappellent quotidiennement que l'intérêt général doit primer l'intérêt particulier. Et que l'urgence du combat conséquent contre la propagation de la pandémie de COVID-19 doit l'emporter sur des considérations économiques.

En un temps record les sociétés occidentales ont dû se réapproprier la notion d'intérêt général. Sans mesures collectives acceptées et implémentées largement par la population, nous serions désarmés face à la menace du coronavirus et les pertes en vies humaines seraient beaucoup plus grandes.

Avant nous, la Chine populaire a réussi à endiguer la pandémie du virus CORONA, qui était partie fin 2019 de la métropole chinoise de Wuhan. La présence à plus ou moins grande échelle d'une conscience collectiviste dans la population, dont l'origine se trouve tant dans la culture confucianiste ancestrale, que dans les éléments socialistes présents à l'état embryonnaire dans la société chinoise moderne, a certainement contribué à ce succès.

Évidemment, le danger de dérives autoritaires et d'instrumentalisation au profit d'intérêts particuliers existent dans une situation extrême tel que nous la vivons aujourd'hui. Il est d'autant plus important que les forces progressistes fassent un constant travail de pédagogie populaire pour que les réponses aux menaces actuelles et futures émanent d'un effort collectif librement consenti.

### **L'adieu à l'État « veilleur de nuit »**

La crise du coronavirus a engendré un autre dommage collatéral. Si auparavant la main invisible du marché donnait des signes de faiblesse, elle vacille maintenant. Nous assistons en ce moment à la mort annoncée du système néolibéral tel que nous l'avons connu au cours de la récente période historique.

En rupture avec un modèle néolibéral, qui a largement contribué à l'impréparation de maints pays face à la pandémie, l'État est en train d'opérer un retour sur scène remarqué. Se détourner d'une politique, qui au nom de l'austérité et de la rigueur budgétaire a démantelé les services publics, à

commencer par ceux de la santé, est exigé aujourd'hui par un large éventail de forces politiques et sociales. Face à la menace sanitaire et à la récession économique engendrée par celle-ci, nos élites bourgeoises sont obligées à redécouvrir l'État.

Soit dit en passant : dans le passé, les classes dirigeantes n'avaient jamais « oublié » l'État et son pouvoir coercitif afin de perpétuer leur pouvoir sur la société à chaque fois qu'elles ne réussissaient plus à garantir leur domination par la seule hégémonie culturelle et idéologique.

En ce moment, le retour de l'État ne s'opère pas uniquement au niveau de la politique de santé publique. Face à la récession économique engendrée par la crise du coronavirus, les appels à l'État fusant de secteurs les plus divers de la société se font de plus en plus pressants.

Les derniers temps la lecture des journaux nous réserve des surprises qui font que nous restons bouche bée. Ainsi lorsqu'on lit une interview de Wolfgang Schäuble, celui-là même qui en tant que ministre des finances allemand avait imposé au peuple grec, contre sa volonté exprimé le plus démocratiquement possible, une politique austéritaire mortifère. Au nom de la sacro-sainte doxa néolibérale et des règles budgétaires européennes en découlant ! Ce même [Wolfgang Schäuble](#) déclare maintenant dans une interview à la Augsburg Allgemeine qu'à l'avenir nous devons procéder à une réévaluation de la relation entre économie de marché et régulation étatique. Pour conclure, sans état d'âme, que le modèle néolibéral tel que nous l'avons connu au cours de la période récente est entrée dans une crise finale. De tels propos dans la bouche d'un grand prêtre du néolibéralisme nous

laissent deviner l'ampleur de la crise à venir. Le marché libre sera incapable de gérer les conséquences de la récession économique dans laquelle nous entrons inévitablement. Comme en temps de guerre, le capitalisme ne pourra survivre que par des interventions étatiques massives à tous les niveaux.

## **Nouveaux défis pour les forces anticapitalistes**

Par une ironie de l'Histoire, une revendication essentielle des forces de progrès est en train de se réaliser : le primat du politique sur l'économie.

Le roi capitaliste est nu ! Il ne pourra plus se cacher derrière de prétendues lois économiques naturelles s'imposant à tous.

Qui tirera profit des interventions de l'État dans l'économie ? Les intérêts antagoniques entre les grands détenteurs du capital et la masse des salariés deviendront beaucoup plus transparents. Les débats publics s'en trouveront revigorés. La bifurcation devant laquelle se trouve l'humanité sera perçue par beaucoup plus de gens : retour ultérieur à un nouveau modèle néolibéral ou avancées conséquentes en direction d'une transition sociale et écologique.

Des brèches sont en train de s'ouvrir dans lesquelles les forces anticapitalistes pourront s'engouffrer. Elles devront se doter d'outils théoriques, programmatiques et organisationnels leur permettant d'être à la hauteur des défis de la nouvelle séquence historique !

---

# Quel financement pour la vie politique ?

La question du financement de la vie politique est primordiale à tout système démocratique. Elle participe à définir la relation qu'entretiennent l'argent et le pouvoir. Un aspect de cette relation est le financement des partis et des campagnes électorales. La représentation d'idées politiques, le développement de programmes politiques, la conquête de mandats électoraux, tout ça porte un certain coût. Comment garantir l'égalité afin d'éviter qu'un nouveau cens censitaire apparaisse ? Comment limiter les abus et la corruption ? Comment limiter l'influence d'intérêt privé ?

Indéniablement, l'argent est nécessaire pour le fonctionnement de la démocratie, que ce soit le financement des campagnes, la professionnalisation des partis politiques ou encore la rémunération des élu·e·s. La majorité des Etats européens a opté pour un système combinant une régulation et limitation des financements privés ainsi qu'un financement public conditionné aux résultats électoraux.

Aux Etats-Unis il n'y a quasiment pas de limites sur le financement privé des campagnes électorales et des partis politiques. Le droit de soutenir financièrement tel parti ou tel·le candidat·e y est considéré comme faisant partie intégrante de la liberté d'expression, ne pouvant ainsi pas être limité. En France les dons de personnes physiques sont limités à 7'500 euros par an. Les entreprises, associations et

organisations n'ont pas le droit de soutenir financièrement un parti ou groupement politique, ce qui est aussi le cas au Luxembourg. Ces deux pays bénéficient néanmoins d'un financement public. D'autres pays comme l'Italie ont, ces dernières années, quasiment supprimé le financement public.

## **Le financement public au Luxembourg**

Au Luxembourg l'Etat finance la vie publique par deux moyens. D'un côté il y a les dotations annuelles que les partis politiques se voient attribuer, ce qui représente un peu plus de 2,6 millions d'euros par an. Ces dotations ont été augmentées en 2020. D'un autre côté il y a le remboursement des campagnes électorales nationales et européennes. En 2018 l'Etat a remboursé un peu plus de 1,5 million d'euros pour la campagne législative. Ces dotations publiques ne peuvent pas dépasser 75% du budget total d'un parti politique. Concernant les dons, seulement ceux provenant de personnes physiques sont autorisés mais aucune limite, aucun montant maximal n'est imposé. Les seules contraintes sont l'interdiction des dons anonymes et l'obligation des partis de communiquer tout don supérieur à 250 euros.

	Financement public	Dons privés	Cotisation
ADR	221'960	5'673	12'243
CSV	1'381'910	118'368	125'617
DP	793'739	61'615	79'255
Gréng	632'064	32'095	49'478
déi Lénk	270'208	20'166	32'086

LSAP	698'332	10'061	117'457
Piraten	143'584	37'731	951

Le tableau ci-joint indique les recettes des partis politiques en 2018, année de campagne législative. D'autres sources de revenus peuvent exister. Ce tableau ne montre que les partis qui ont obtenu des sièges. En effet le remboursement des campagnes électorales au Luxembourg est conditionné au pourcentage des suffrages obtenus où il faut un minimum de 2% des suffrages exprimés. La présentation de quatre listes complètes pour les élections nationales et une liste complète pour les européennes ainsi que, depuis 2016, d'une certaine parité homme-femme sont aussi des critères prises en compte dans ce remboursement. Finalement, plus le parti dispose d'élu·e·s à la chambre, plus son financement sera élevé.

### **Pour un financement public mais citoyen**

Dans son livre *Le prix de la démocratie* Julia Cagé met en valeur comment, dans le système actuel de financement de la vie publique, le principe démocratique d'une voix égale une voix a disparu au détriment du principe d'un euros égale une voix. L'autrice démontre qu'il y a une corrélation entre la somme dépensée lors des campagnes électorales et les résultats des élections. Si les dons de personnes physiques sont limités en France, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg, les personnes aisées auront toujours plus de facilité à financer les partis représentant leurs opinions politiques que les personnes disposant d'un plus petit capital. Paradoxalement les réductions d'impôts dont peuvent bénéficier les personnes (il faut déjà être imposable) font que leur don leur coutera encore moins et sera donc en partie financé par de l'argent public. La collectivité participe donc au financement des

préférences politiques de certain·e·s à travers la déduction d'impôts.

Pour sortir de cette impasse, l'autrice propose plusieurs pistes, dont la suppression des réductions d'impôts associées aux dons politiques et la forte limitation de leur montant. Son idée phare, qu'elle appelle les « bons pour l'égalité démocratique », consiste à donner annuellement un montant fixe à chaque citoyen·ne qu'il ou elle pourra attribuer soit au parti de son choix, soit dans une caisse commune bénéficiant aux partis émergents. Chaque citoyen·ne, quel que soit son revenu, dispose du même montant. Julia Cagé propose de fixer ce montant à 7 euros pour la France, ce qui représente le montant du financement public actuel divisé par le nombre d'habitant·e·s. Au Luxembourg, en 2018, ce montant était de 6,88 euros par résident·e. Si on enlève le remboursement de la campagne électoral ce montant était de 4,33 par résident·e.

Le paysage démocratique luxembourgeois se distingue des autres. Le taux de personnes bénéficiant du droit de vote se situe autour des 40%. Ceci est principalement dû aux taux de personnes de nationalité étrangère qui résident dans le pays. Si le vote n'est pas l'unique manière de participer à la vie politique, de s'exprimer et d'agir, il occupe néanmoins une place centrale dans notre système.

Introduire au Luxembourg un système participatif et démocratique du financement des partis, permettrait de palier à ce déficit démocratique. Cela devrait nécessairement passer par le statut de résident qui n'est pas rattachée à la nationalité, contrairement au vote. Cela permettrait aussi à la politique d'être plus réactive. Le financement actuel fige la vie politique nationale pour une durée de cinq ans. Si cette rigidité comporte certains avantages, elle permet aussi aux partis et représentants politiques de ne pas réagir aux tendances plus actuelles. Qui aurait cru il y a deux ans que le mouvement écologique gagnerait tellement en ampleur ? Et pourtant la réaction politique n'a pas été à la hauteur. Un

financement comme celui proposé par Julia Cagé permettrait d'introduire un certain degré de fluidité dans la politique tout en, dans le cas luxembourgeois, permettant une autre participation politique plus ouverte et plus inclusive.

**Julien Jimmy Muller** 06/05/2020

---

## **Crises, blocus et menaces de guerre au Venezuela**

*Depuis plusieurs semaines le Président américain Trump et la droite réactionnaire autour de l'équipe Guaidó font tout pour préparer un nouveau coup de force contre le gouvernement bolivarien du Venezuela.*

### **Une politique impérialiste criminelle des américains**

Concentration de plusieurs milliers de soldats et formation d'unités paramilitaires composés de mercenaires en Colombie, présence de la marine US devant les côtes vénézuéliennes. Blocus et sanctions de vente d'aliments, de médicaments et d'accès aux crédits du FMI. Le 26 mars, le département de justice US ont annoncé des poursuites pour narcotrafic contre

le Président Maduro et une dizaine d'autres dirigeants vénézuéliens, et offrent une prime de 15 millions de dollars pour sa tête. L'escalade actuelle, sur fond de pandémie COVID, se dirige vers une agression militaire ouverte.

Suite aux sanctions économiques multiples, l'économie (qui est toujours capitaliste, il faut le souligner) est durement affectée et le peuple survit seulement grâce aux rationnements. Les pénuries d'aliments et de médicaments sont récurrentes. Le pays connaît sa septième année de récession et suite à l'effondrement monétaire et la chute du prix mondial du pétrole, le pouvoir d'achat des salariés et devenu quasi nul.

Dans ce contexte de crise la propagation de l'épidémie Corona dans le pays aurait des conséquences démesurées au Venezuela et au-delà. Pour cette raison l'ONU, l'union européenne et même le pape François et le *Financial Times* ont pris leurs distances vis-à-vis de la politique de la « pression maximale » de Donald Trump, sans pour autant la contrarier efficacement.

## **Blocus, sanctions et menaces de guerre**

Devant l'état des choses la classe ouvrière est choquée, désorientée et partiellement démoralisée. Tous – ou presque tous – les acquis de l'ère Chavez ce sont évaporés et un sentiment de frustration est générale, ce qui empêche l'émergence d'un mouvement populaire de protestation à gauche de la politique de Maduro. Les gens ne se font pas d'illusions sur ce qui les attend après une hypothétique victoire de la

droite réactionnaire à la Guaidó, et ils ne savent pas comment influencer et corriger la direction du PSUV, largement discrédité par leurs compromis avec le système capitaliste qui a mené e Venezuela dans le chaos actuel.

Pourtant les causes et les faiblesses du chavisme viennent de loin, et maintenant devant l'ampleur de la crise sociale et économique il devient urgent de faire un bilan clair et critique.

C'est Hugo Chavez lui-même qui a façonné le « Mouvement pour la cinquième république » à partir d'une conjuration d'officiers de gauche, et qui a implanté dès le début plusieurs déformations et des approches pragmatiques, voire opportunistes, dans ce qui allait devenir dans la suite le mouvement bolivarien.

### **Pour évoquer seulement les principaux points critiques :**

- La conception « interclassistes » du Mouvement. Le PSUV n'est pas un parti révolutionnaire des ouvriers et paysans, mais une structure qui a comme objectif de rassembler aussi la « bourgeoisie patriotique », ce qui veut dire : faire l'alliance avec la partie du patronat qui accepte des arrangements profitables avec le nouveau régime.
- La conséquence principale de ce choix, c'est directement le refus d'encourager l'auto-organisation autonome des travailleurs dans les entreprises. Pas de structures de conseils d'ouvriers (de soviets) sur les lieux de travail. Le résultat en est la limitation au système

parlementaire bourgeois et au système représentatif indirect.

- Le culte du chef, du « caudillo » comme juge suprême en dernière instance. Par exemple, Chavez est intervenu plusieurs fois dans la composition des listes électorales régionales et nationale en imposants des personnages douteux, des patrons pro-Chavez, contre des syndicalistes et militants de gauche.
- Pas de visions et de programme clair sur le pouvoir de la classe ouvrière et d'une future société socialiste. Cette vue des choses à mené directement vers une compréhension « campiste » de la réalité mondiale. Posez une fois la question à un chaviste sur la différence entre la révolution mexicaine et cubaine ! Les questions de la propriété privé et de l'accumulation du capital sont absentes ou largement sous-estimés dans le programme chaviste.
- L'enrichissement personnel est nullement banni dans l'idéologie et la pratique bolivarienne. Chavez a donné une nouvelle constitution à la République, mais l'appareille d'État est resté le même dans ses structures et son personnel.
- Ainsi beaucoup de cadres chavistes ont une activité commerciale parallèle avec leurs mandats ou responsabilités politique. Ils connaissent alors les besoins du marché et ont un accès aux « crédits illégal » via le trésor public. Lénine et Trotski ont permis l'enrichissement privé lors du temps de la

politique de la NEP, mais cette activité était honnie et mal vue pour les cadres révolutionnaires. À Caracas, c'est tout le contraire. Naturellement, il devient difficile pour les véritables socialistes de lutter contre la spéculation alimentaire et le marché noir quand presque tous les cadres, à tous les niveaux, ont leurs « business » à côté. Après la mort de Hugo Chavez ces pratiques ont pris une nouvelle dimension. En 2013, quand Maduro est devenu président, il a nommé comme présidente de la Banque centrale une économiste marxiste intègre, Edmée Betancourt. Lors du contrôle des comptes elle a dû constater un passif de devises de 23 800 millions de dollars qui avaient disparu des coffres de la Banque centrale et avaient été transférés légalement au secteur bancaire privé. Maintenant on estime que 350 milliards de Dollars ont disparu ainsi !

## **Lutter contre la droite réactionnaire et les bureaucrates-profiteurs**

Cette masse d'argent reflète l'apparition d'une nouvelle caste. Elle est composée de fonctionnaires d'État, de la bureaucratie de PSUV, d'un secteur des forces armées, et de certains appareils syndicaux. Quand Chavez se rendait pour la dernière fois à Cuba, il a professé à deux de ses amis : « Je me sens infiltré dans ce gouvernement ». Dans son propre gouvernement ! C'était de sa part le constat honnête des erreurs, des faiblesses et des retards ou des incompréhensions politiques accumulés.

Pourtant la bataille n'est pas encore perdue et le peuple vénézuélien n'a pas encore dit son dernier mot. Un second souffle de la révolution bolivarienne reste possible, c'est ce

que redoute aussi bien la vieille bourgeoisie comprador et l'impérialisme U.S. que les nouveaux accapareurs de la République chaviste. Les révoltes du Chili et de l'Equateur, ainsi que les résistances contre les néolibéraux en Bolivie et en Argentine le prouvent. Pour ça, le Venezuela a besoin de la solidarité de la gauche européenne. Les menaces de Donald Trump doivent cesser. Le blocus économique, commercial et financier doit cesser. Une aide d'urgence en crédits et en médicaments doit parvenir au Venezuela. Le gouvernement Maduro est jusqu'à présent le seul légitime, pas les marionnettes de Trump. Indépendamment des erreurs et dégénération politiques, la Nation vénézuélienne a droit à la non-ingérence et à son autodétermination. La gauche radicale a le devoir de critiquer les dirigeants bolivariens, mais elle a aussi un devoir de solidarité contre la politique ouvertement impérialiste des États-Unis et de leurs alliés.

**Alain Sertic** 20/04/2020